

POSITIONNEMENT SOCIO-ECONOMIQUE DE SEGRE

1. TERRITOIRES COMPARES

Sont comparées la ville (aire urbaine) de Segré et les 50 villes (aires urbaines) de l'Ouest, Bretagne et Pays de la Loire réunies.

2. LES FAITS SAILLANTS

Situation démographique et évolution générale sur la période 1990-1999

Pour sa population, l'aire urbaine de Segré, 10.365 habitants en 1999, occupe le 48^{ème} rang des villes de l'Ouest. Par sa composition, la population segréenne présente un profil « équilibré ». Elle croît faiblement, mais cette progression écarte Segré du groupe des 13 villes de l'Ouest en dépeuplement. La croissance pourtant faible du nombre des actifs et de celui des retraités suffit néanmoins à endiguer les départs de jeunes, un peu moins nombreux il est vrai que dans d'autres villes non littorales.

La population active est fortement ouvrière : seule dans l'Ouest, Sablé-sur-Sarthe la dépasse en proportion. Le nombre des ouvriers qui diminue dans la moitié des villes de l'Ouest est ici resté stable.

La population active croît à un rythme annuel inférieur à la moyenne régionale par déficit d'actifs occupés et de catégories professionnelles en progression ailleurs, cadres en premier lieu.

Le recours au temps partiel et aux CDD y est inférieur à la moyenne.

Segré reste également l'une des villes de l'Ouest les moins attractives pour les migrants extérieurs à la région au recensement précédent, mais une amorce de progression est apparue récemment, qui permet à Segré de reléguer derrière elle deux autres petites villes ligériennes.

C'est par ailleurs la ville de l'Ouest qui présente le plus important déficit de diplômés.

Revenus

Le revenu moyen par foyer fiscal compte parmi les plus faibles (48^{ème} rang sur 50) et sa progression sur 14 ans la cantonne dans la moyenne des villes de l'Ouest.

Emplois salariés privés (UNEDIC)

Segré se signale par une part prépondérante de la sphère productive dans le tissu économique, part qui la place au 4^{ème} rang des villes de l'Ouest.

C'est d'ailleurs pour une très large part à la sphère productive qu'elle doit le niveau de progression de ses emplois assez remarquable sur 1994-2001, moins favorable entre 2001 et 2004. Bien qu'elle ait participé comme partout à cette croissance des emplois, la sphère résidentielle ne l'a fait ici que très modérément, aucune autre ville de l'Ouest ne contribuant moins à ce titre.

L'impact des emplois relevant de la MSA sur l'emploi de la ville est très modeste.

Segré a bénéficié de dynamiques à la fois exogènes (effet de structure) et endogènes (contexte local propice).

Migrations domicile – travail

La polarisation exercée sur les actifs résidents par le pôle local demeure relativement faible – Segré continue d'occuper le 11^{ème} rang parmi les 15 petites villes ligériennes.

L'influence des pôles extérieurs progresse - comme dans toutes les villes - tout en restant dans la moyenne.

Grâce à un rayonnement (part des flux d'actifs imputable aux actifs résidant dans une autre aire urbaine de la région) supérieur à la moyenne joint à une dépendance (part des flux d'actifs imputable aux actifs travaillant dans une autre aire urbaine) conforme à la moyenne, Segré fait désormais figure de ville ouverte sur le plan professionnel.

Il y a cependant décalage entre les deux composantes de cette ouverture qui confirme la modeste attractivité résidentielle de Segré.

Entreprises structurantes

L'activité segréenne est fortement concentrée : la moitié des emplois salariés privés de la base UNEDIC dépend des quatre principales branches (cuir-chaussure, caoutchouc, viande, intérim), contre en moyenne le tiers pour l'ensemble des villes de l'Ouest. Seules deux villes bretonnes – connaissent un taux de concentration plus élevé.

La proportion d'entreprises qui « essaient » est relativement faible ; l'essaimage concerne principalement les aires urbaines de l'interrégion, caractéristique que Segré partage avec Châteaubriant et pour laquelle la ville n'est dans l'Ouest devancée que par Concarneau.

Si les capitaux majoritairement étrangers ne sont pas directement présents, ils le sont indirectement par l'intermédiaire d'une entreprise parisienne rattachée au groupe américain SCHERING PLOUGH (produits vétérinaires) d'implantation très ancienne.

Accessibilité

Bien que moins marquée qu'à Ancenis et surtout Clisson, Segré arrive au 3^{ème} rang des petites villes régionales pour l'intensité d'influence des pôles extérieurs de rang supérieur. Ce positionnement est le reflet de sa position dans le quadrilatère Nantes – Rennes – Laval - Angers. Angers, en particulier, est à moins de 40 km. Ceci étant, malgré ce bon classement, l'éloignement des grandes villes limite au niveau 29 le positionnement de Segré sur une échelle graduée de 0 à 100 définissant le degré estimé de dépendance vis-à-vis des pôles de l'Ouest de rang supérieur.

Capacité d'accueil et influence touristique

.Elles sont à la mesure du niveau démographique local, c'est-à-dire faibles.

Appartenance à espace urbain multipolaire

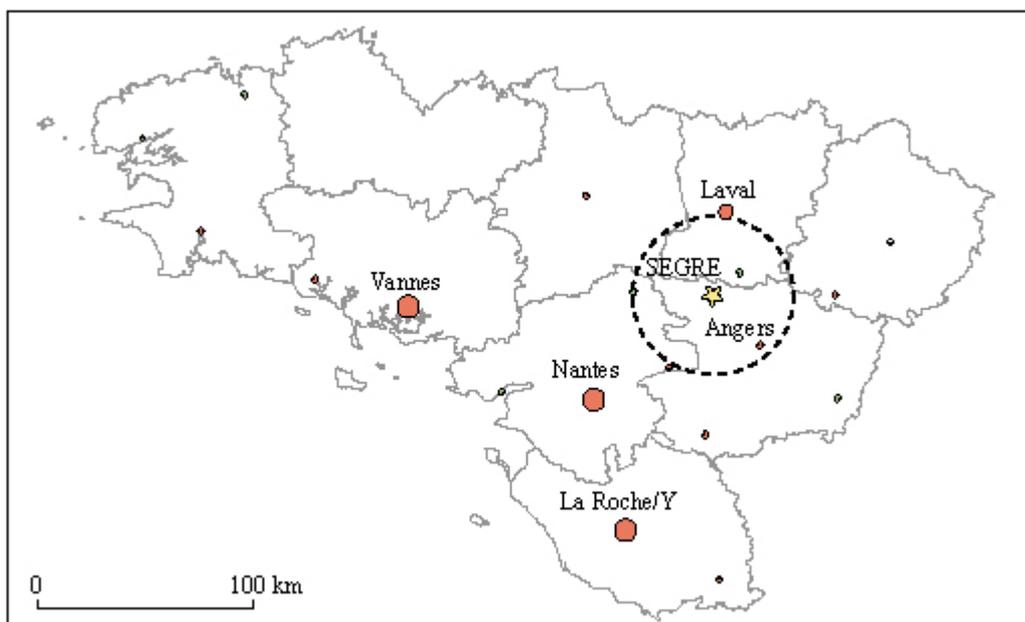
CHATEAU-GONTIER

3. SYNTHÈSE

- Tissu économique très dynamique sur la période 1994-2004, moins sur la période 2001-2004
- Forte impulsion de la sphère productive
- Présence des trois villes les plus importantes et d'une ville moyenne à moins de 100 km, mais éloignement
- Ville la moins diplômée de l'Ouest
- Faibles revenus et faible qualification ouvrière
- Déficit d'attrait pour les jeunes, pour toutes les professions et catégories socioprofessionnelles ainsi que pour les migrants résidentiels
- Concentration du tissu d'activités

SEGRE	valeurs propres	rang (50)	valeurs des 50 villes		
			minimum	moyenne	maximum
population totale 1999	10 365	48	8 825	81 409	716 298
part des actifs dans la population totale 1999 (%)	45,1	21	36,6	44,2	49,5
part des retraités dans la population totale 1999 (%)	20,3	27	14,7	20,6	31,0
part des sans activité professionnelle dans la population totale 1999 (%)	34,6	30	29,8	35,1	41,3
taux de croissance annuel de la pop totale 1990-1999 (%)	0,19	34	-0,50	0,40	1,56
taux de croissance annuel de la pop totale dû aux actifs (%)	0,30	28	-0,12	0,33	0,75
taux de croissance annuel de la pop totale dû aux retraités (%)	0,34	34	0,11	0,40	0,96
taux de croissance annuel de la pop totale dû aux sans activité prof. (%)	-0,44	33	-0,93	-0,33	0,29
part des cadres-prof. intellectuelles supérieures dans la population active totale 1999 (%)	6,7	38	4,9	8,5	16,8
part des professions intermédiaires dans la population active totale 1999 (%)	17,1	44	14,1	20,4	25,3
part des employés dans la population active totale 1999 (%)	23,9	47	22,5	29,1	34,2
part des ouvriers dans la population active totale 1999 (%)	42,3	2	20,7	31,4	46,9
part des non salariés dans la population active occupée en 1999 (%)	12,4	31	8,8	13,3	22,1
part des actifs inoccupés dans la population active en 1999 (%)	8,9	38	6,2	10,9	15,5
taux de croissance annuel de la population active occupée 1990 - 1999	0,53	33	-0,45	0,75	1,73
taux de croissance annuel de la population active occupée dû à cadres et prof. Interm.	0,53	32	-2,65	0,61	5,04
taux de croissance annuel de la population active occupée dû à employés	0,43	26	-0,32	0,45	3,34
taux de croissance annuel de la population active occupée dû à autres CSP	-0,43	38	-8,23	-0,31	2,77
part des titulaires fonction publique dans la population salariée en 1999 (%)	15,4	36	8,0	18,3	28,6
part temps partiel / emploi salarié en 1999 (%)	18,8	38	15,4	20,4	27,2
part CDD / emplois salariés en 1999 (%)	8,9	33	7,5	9,5	13,6
part 15 ans et + sans diplôme/ population en 1999 (%)	19,8	2	7,7	13,4	20,1
part 15 ans et + diplômés BAC + 2 / population en 1999 (%)	3,6	40	3,2	4,6	8,3
% migrants extra - régionaux 1999	7,0	48	6,2	10,8	17,0
revenu moyen en 2004 (€)	14 395	48	14 196	16 092	18 544
taux de croissance annuel du revenu moyen déflaté 1990-1998 (%)	0,46	13	-0,51	0,22	1,07
taux de croissance annuel du revenu moyen déflaté 1998-2004 (%)	1,17	33	0,22	1,35	3,13
part de la sphère productive dans l'emploi salarié UNEDIC en 2004	69,6	4	14,7	49,8	75,0
part en 2004 de l'emploi salarié UNEDIC affecté à des activités créatrices	42,5	50	42,5	67,4	91,6
part en 2004 de l'emploi industriel salarié UNEDIC le plus exposé aux délocalisations	26,1	16	1,2	21,3	67,4
taux de croissance annuel de l'emploi salarié UNEDIC 1994-2004 (%)	3,77	12	0,18	2,61	5,30
dû à la sphère productive (%)	3,44	3	-0,59	1,33	4,19
non dû à la sphère productive (%)	0,33	50	0,33	1,28	2,63
dû à effet de structure	3,01	20	0,22	2,60	4,42
dû à effet géographique	0,75	3	-0,58	0,00	1,12
taux de croissance annuel de l'emploi salarié UNEDIC 1994-2001 (%)	4,86	9	0,01	3,26	6,70
taux de croissance annuel de l'emploi salarié UNEDIC 2001-2004 (%)	1,25	22	-4,16	1,11	5,64
part des emplois MSA en 2003 (%)	1,4	44	0,4	7,0	36,1
importance de l'indicateur de concentration C5/36 (%)	61,6	8	41,7	54,4	80,1
part du CA correspondant aux entreprises CA > 50 M€ (%)	43,8	29	0,0	45,6	92,9
part du CA correspondant aux entreprises à capital major. étranger (%)	0,0	33	0,0	4,0	35,2
distance minimum à une ville de rang supérieur (km)	38	26	9	45	100
indicateur global d'accessibilité aux villes de rang supérieur	480	8	84	359	1125
capacité d'accueil (nombre de lits touristiques)	665	47	359	19054	164796
Coefficient de présence estimé	95,4	41	93,8	101,7	136,3
taux de croissance annuel de la population active occupée 1975 - 1999	0,15	40	-0,79	0,66	1,86
taux de croissance annuel de la population active occupée dû à autres aires urbaines de l'Ouest	0,25	23	0,06	0,31	1,03

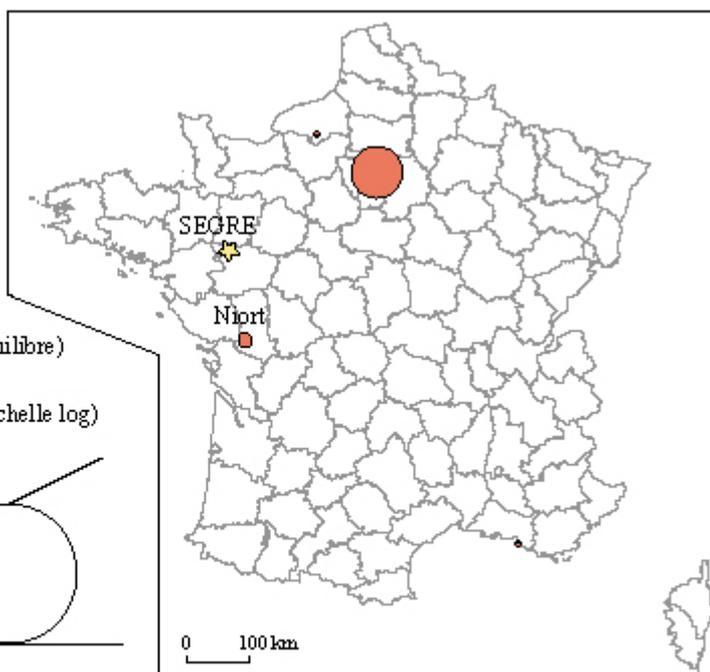
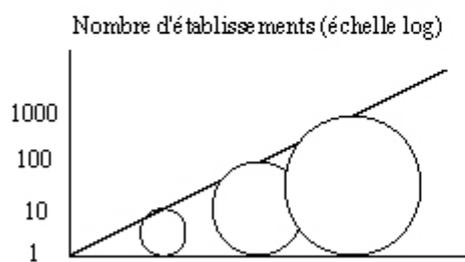
SEGRE: CENTRE LOCAL DE BASE DE LA HIERARCHIE URBAINE



 Distance médiane des établissements de la ville

 Solde positif
 Solde négatif

 Equilibre (nombre total d'établissements de l'équilibre)



Forte dissymétrie classique pour un centre de base :

- Les villes moyennes et grandes implantent des ES dans une logique de marché local
- Les entreprises locales ne pèsent pas assez lourd pour contrebalancer les entrées